

Poznan : Le prix de l'arbre fait débat *Avec la sortie hier, des peuples indigènes et locaux, les discussions sur la déforestation sont revenues au premier plan.*

Léger Ntiga à Poznan (Pologne) La protestation, mardi, 09 décembre dans l'après-midi des "peuples indigènes et locaux", soutenus par différentes Ongs, semble avoir porté des fruits. En effet, la table ronde organisée hier, 10 décembre 2008 au centre international des conférences de Poznan a remis au goût du jour certaines préoccupations liées à la rémunération des efforts liés à la non déforestation (Redd). Il est apparu au cours des débats, différents obstacles dont le moindre n'est pas la revendication formulée par les "peuples indigènes", sur leurs droits. En attendant de voir la prise en compte effective ou non de cette préoccupation derrière laquelle, la société civile qui veut pour cette cause, s'exprimer d'une seule voix ici à Poznan.

Le second obstacle sur cette même question du Redd, est l'évaluation de la quantité de carbone retenue par les forêts. D'une rare complexité au regard des arguments et contre arguments déployés, les débats ont abouti au prix de l'arbre. Pouvez-vous donner ici, le prix d'un arbre?", a interrogé, le représentant brésilien, celui du Canada au cours de la table ronde. A quoi un expert a fait savoir qu'à titre d'exemple, la forêt angolaise est créditée d'un stock de carbone évalué entre 3.557 et 11.767 millions de tonnes. "Quel est selon vous le prix de la tonne?", a de nouveau interrogé le Brésilien sans qu'aucune réponse ne lui soit donnée alors que les scientifiques estiment actuellement que la déforestation est à l'origine de 18% des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère terrestre. L'idée apparaît bien sûr logique de verser de l'argent sous forme de primes aux pays en voie de développement ou ceux qui retirent un bénéfice significatif de l'abattage des arbres, afin de les inciter à réduire cette activité. Tout aussi logiquement, il était prévu que ces allocations soient calculées sur la base de la quantité de carbone non libérée dans l'atmosphère grâce à la préservation de la forêt.

Allocations

Mais que vaut la tonne de carbone non libérée, et surtout, où trouver cet argent, sachant que les sommes en jeu paraissent déjà considérables? "La création d'un nouveau marché de crédits de carbone forestier est inévitable, d'autant que les sommes allouées à l'aide au développement ne pourraient intervenir qu'en appoint", a indiqué, au cours de sa communication face aux journalistes réunis dans le cadre d'un atelier à Poznan, Jari Vayrynen de la Banque mondiale.

De son côté, le gouvernement européen a déjà proposé d'y consacrer une partie des ressources qui lui viendront à partir de 2013 de la mise aux enchères des quotas d'émissions de carbone. Actuellement, le fameux "permis de polluer" évalue la tonne de carbone émis dans l'atmosphère aux alentours de 15 dollars américains (5850Fcf). Un montant déclaré bon marché par les pays développés. Car il apparaît clairement que cette valeur n'est pas suffisamment incitative face à la rentabilité potentielle des territoires déboisés et reconvertis à certaines cultures comme le soja ou l'huile de palme, notamment dans les régions connaissant une forte pression démographique. Certains pays pourraient être tentés de placer sous cette protection ainsi rentabilisée de vastes territoires vierges à l'abri de toute menace.